

péens et les Américains. Les différends entre les États-Unis et les pays de la CEE sont nés de la question de l'assistance à Israël pendant la guerre d'octobre 1973, mais ils ont gagné celle de l'attitude à adopter devant les pays producteurs de pétrole: affrontement ou accommodement? Dans la mesure où les pays de la CEE ont réussi depuis lors à mettre en marche de nouvelles discussions sur les relations économiques Nord-Sud, ils ont une réalisation historique à leur mérite. Du même coup, par contre, ce processus a fait ressortir les divisions profondes qui les séparent.

Nous nous arrêterons un peu plus loin à ces divisions. Pour l'instant, contentons-nous d'indiquer qu'elles ont entraîné le deuxième volet des transformations survenues en 1974, c'est-à-dire une modification du pouvoir. Les pays européens, lourdement tributaires des importations d'hydrocarbures du Proche-Orient, furent touchés beaucoup plus durement que les États-Unis par la hausse des prix du pétrole; car les Américains, même loin de l'auto-suffisance énergétique, dépendaient beaucoup moins des ressources arabes. Aujourd'hui encore, un grand nombre d'Américains ne savent pas à quel point ils ont tiré profit de la crise du pétrole de 1973-1974; celle-ci a en effet considérablement affaibli les devises européennes et renforcé d'autant le dollar américain. Ce deuxième volet était lui-même lié à un troisième: l'apparition d'un fort coefficient d'inflation dans les économies nationales de la plupart des pays européens et d'une crise économique endémique dans certains d'entre eux.

Ces échecs d'ordre externe auraient pu à eux seuls justifier l'évanouissement des grands espoirs conçus au début de 1973 en Europe. Pour comble, ils furent accompagnés d'un train de mauvaises fortunes internes. Rétrospectivement, il apparaît en effet que le succès des négociations sur l'élargissement a servi en réalité à masquer l'incapacité des Neuf (ou des Six) à s'entendre sur d'autres questions. Car il faut se rappeler que l'intention première des signataires du Traité de Rome avait été de créer une communauté politique. Tous les espoirs de progrès dans cette direction furent interrompus lorsque le Général de Gaulle opposa son veto à la première demande d'admission de la Grande-Bretagne en 1963. Depuis ce temps, la sempiternelle question est restée sans réponse: quel doit être le véhicule de l'Europe? Tout ce que les Six ont pu trouver, ce fut une politique agricole commune.

Ils s'étaient pourtant mis d'accord sur l'ambitieux programme d'une union écono-

mique et monétaire pour 1980. Même si cela avait été réaliste en premier lieu, et on nous permettra d'en douter, cette union n'avait aucune chance de se réaliser dès que se firent sentir de façon tellement inégale les premières morsures de l'inflation en 1974.

Avant d'enterrer le projet, le chancelier allemand, M. Willy Brandt, trouva un autre véhicule: la politique énergétique commune. En fait, M. Brandt alla plus loin. Il soutint qu'à défaut d'une telle politique, l'Europe irait à sa perte. Malheureusement, une politique économique commune est déjà difficile à instaurer même dans les pays unis. Les États-Unis eux-mêmes n'en ont pas. Dans le cas de la Communauté européenne, les questions d'énergie n'ont fait qu'exacerber la division entre les membres. En 1974 et 1975, la Grande-Bretagne, par exemple, a tenté de résoudre ses problèmes économiques internes en contractant de lourds emprunts à l'étranger avec, en garantie, le pétrole de la mer du Nord.

Indice de la faiblesse économique de la Grande-Bretagne, cette démarche traduisait également l'espoir d'une force politique, ou, à tout le moins, l'audace du gouvernement de M. Wilson. A preuve, l'insistance britannique pour occuper un siège distinct à la conférence des pays producteurs et consommateurs de pétrole où les Neuf avaient déjà convenu de déléguer un seul représentant commun. Par contre, le débat sur les questions énergétiques a fourni à la France l'occasion rêvée de s'instituer la capitale du dialogue euro-arabe, et de réaliser du même coup ses deux rêves indissociables: devenir le chef de file de l'Europe et faire un pied de nez aux États-Unis. La proposition allemande en faveur d'une politique énergétique commune reflétait moins l'unité européenne que la situation particulière de ce pays dans un domaine d'intérêts concurrentiels. En somme, l'Europe n'avait, et n'a toujours pas, de véhicule autre que la politique agricole commune (PAC).

Cela n'aurait pas eu tellement d'importance si les États membres avaient pu consolider leur position, continuer à conclure des accords spéciaux sur une vaste gamme de questions et partager les bénéfices de leur croissance économique au moyen d'un mécanisme comme le Fonds régional européen. Mais les différences de rendement économique ont rendu ces ententes impraticables. En 1975, par exemple, le PNB britannique a effectivement décliné. Cette chute fut accompagnée d'un accroissement considérable du déficit de la balance commerciale. En 1976, le PNB semble s'être légèrement relevé, mais sa